REUNION DU 12 OCTOBRE 2016

Présidence : M. Jean BAUCOU

Présents : M.PUHARRÉ, LOPEZ Adjoints
Mmes BERNARD, VIEILLEROBE, MACHICOTTE, MORET
Mrs GABASTOU, MAHIEU, SALAMITOU

Excusés : M LESAQUE (donne procuration à M BAUCOU)

Secrétaire : C. BERNARD

Convocation : 06/10/2016

Monsieur le Maire fait observer une minute de silence en souvenir de notre ami M Baptiste CAZEAUX.

1) N°01-10-2016 COMPOSITION DU CONSEIL DE COMMUNAUTE DU BEARN DES GAVES A COMPTEUR DU 1ER JANVIER 2017 - NOMBRE DE MEMBRES ET REPARTITION DES SIEGES

Conformément au V de l'article 35 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, les conseils municipaux des communes intéressées disposent, à compter de la date de publication de l'arrêté préfectoral portant création de la communauté de communes du Béarn des Gaves, d'un délai de trois mois pour délibérer sur la composition de l'organe délibérant, sans que cette délibération puisse être prise après le 15 décembre 2016.

Vu l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2016 portant création de la Communauté de Communes du Béarn des Gaves à compter du 1er janvier 2017,

Vu l'article 5211-6-1 du CGCT précisant qu'en cas d'accord à la majorité qualifiée (deux tiers au moins des conseils municipaux des communes représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population), les communes membres peuvent voter un nombre de sièges supplémentaires inférieur ou égal à 25% du nombre de sièges total. Dans ce cas, la répartition des sièges s'effectue librement, répondant toutefois à trois règles :

- Aucune commune ne peut disposer de plus de la moitié des sièges
- Chaque commune dispose d'au moins un siège
- Les sièges sont répartis en fonction de la population municipale de chaque commune.

En respect de ces règles, deux répartitions sont proposées au conseil municipal. Elles se présentent comme suit :

- 1. La proposition de droit commun, permettant le siège de :
 - o 76 conseillers selon la répartition suivante :
 - Salies : 17
 - Sauveterre : 5
 - Navarrenx : 3
 - Carresse-Cassaber : 2
 - 49 autres communes : 1
- 2. La proposition majorée selon un accord local, permettant le siège de :
 - o 86 conseillers selon la répartition suivante :

- Salies : 19
- Sauveterre : 6
- Navarrenx : 5
- Carresse-Cassaber : 3
- Lahontan : 2
- Castetnau-Camblong : 2
- Bérenx : 2
- Gurs : 2
- 45 autres communes : 1

A défaut d'un vote concordant à la majorité qualifiée des 53 conseils municipaux, il est rappelé que la répartition des sièges s'effectuera à la proportionnelle selon la règle de la plus forte moyenne, dite de droit commun, soit 76 conseillers au total.

Après avoir pris connaissance des éléments de répartition et en avoir débattu, le Conseil Municipal :

- DECIDE d'adopter la proposition 2

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de PAU dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Cette décision est acceptée à l'unanimité.

2) N°02-10-2016 DOSSIER PROPOSITION DE L'AGENDA D'ACCESSIBILITÉ PROGRAMMÉ PLANNING ANALYSE :

Le Conseil Municipal prend connaissance de l'étude projet ADAP, réalisée par le service de l'APGL. Le Conseil Municipal a analysé ces propositions, opération par opération et après en avoir délibéré, a validé les programmes indiqués, concernant :

Opération ERP N° 1 MAIRIE
Opération ERP n° 12 EGLISE
Opération IOP N° 1 CIMETIERE
Opération IOP N° 5 JARDIN PUBLIC

Il est proposé qu'une analyse à la baisse des travaux soit faite et qu'une demande de dérogation soit sollicitée pour la mairie (ascenseur), pour porte de distribution également, pour le cimetière, l'éclairage de l'église et aménagement square sanitaires Esplanade. En parallèle le conseil Municipal propose de consulter un ou deux maîtres d'œuvre pour suivre des programmes et donne mandat au Maire pour solliciter le financement de l'Etat et du Département sur l'enveloppe indiquée de travaux à venir.

Le Conseil Municipal donne mandat au Maire de valider le programme ADAP qui doit être revu par les services de l'APGL en tenant compte des précisions ci-dessus et qui ensuite doit être transmis aux services compétents : Cette décision est acceptée à l'unanimité.

3) N° 03-10-2016 PROGRAMME ÉLAGAGE 2016/2017 :

Le Maire propose au Conseil un programme d'élagage qui sera fait en partie par une entreprise et l'autre partie par le personnel communal. Un devis sera sollicité auprès des entreprises habituelles Despau et Larrus pour réponse au plus tard le 15/11/2016 à 12 h. Cette délibération est acceptée à l'unanimité.

4) COMPTE RENDU-COMMISSION SAINT-JACQUES :

Régis Gabastou fait le compte-rendu de la saison St Jacques et des perspectives nécessaires d'améliorations de l'accueil en gîtes communaux, avec également la nécessité

de prioriser la communication information de la ville. Une réflexion sera également menée sur la formule de ½ pension en lien avec les restaurateurs et traiteurs locaux. Un plan d'action doit être mis en forme d'ici le 30 Novembre. Cette décision est acceptée à l'unanimité.

5) MARCHÉS DE NOEL 2016 :

La commission marchés va se rapprocher de l'Union Commerciale pour voir si le marché de Noël en nocturne peut être organisé et ceci sur proposition du Maire. Cette décision est acceptée à l'unanimité.

6) DIVERS :

N° 04-10-2016 TRAVAUX DE SÉCURITÉ ROUTE D'ORTHEZ CARREFOUR ESPLANADE, DEMANDE DE SUBVENTION :

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le projet d'aménagement d'un cheminement piétonnier le long de la RD 947. E -Route d'Orthez, ceci dans le but de faciliter et sécuriser l'accès au parc de l'Esplanade. Le coût estimatif des travaux s'élève à 15088.80 Euros TTC.

Il propose afin d'aider au financement de ces travaux de solliciter une subvention auprès des services du Conseil Départemental dans le cadre des recettes issues des amendes de police.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, décide de réaliser ce projet en 2017, demande au Conseil Départemental une subvention pour la réalisation de ce projet dans le cadre des recettes issues des amendes de police. Cette décision est acceptée à l'unanimité.

TRAVAUX ARSENAL :

Monsieur le Maire fait le point du chantier Arsenal qui nécessite un programme de travaux de sécurisation. Il précise un élément nouveau, favorable dans le cadre d'une demande personnelle effectuée auprès des services de la préfecture de Région au niveau de l'attribution du Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire. Un retour favorable rapide a été notifié à la commune par la préfecture de Région, ce qui nécessite d'anticiper la programmation des travaux et donc le dépôt du permis de construire avant la date butoir du 31 décembre 2016.

Monsieur le Maire précise aussi le plan de financement possible avec des attentes de cofinancement en cours d'analyse par les services. Un retour global relativement favorable semble se confirmer. Cette décision est acceptée à l'unanimité et pouvoir est donné au Maire pour poursuivre les demandes auprès des services compétents.

COURRIER POSTE :

Le Maire donne lecture d'une correspondance de la direction de la Poste notifiant le nouveau planning d'ouverture du bureau de poste dont le détail est le suivant :

- lundi, mercredi et jeudi de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h
- Mardi de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30
- Vendredi de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h

Le Conseil Municipal sur proposition de Isabelle MORET, manifeste son insatisfaction de voir le bureau de poste fermé le samedi matin. En conséquence M le Maire est chargé de transmettre un courrier de réclamation révision du planning auprès des services de la poste. Cette décision est acceptée à l'unanimité.